



Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 29 juin 2010

Déception et incompréhension au vu du programme d'économie

L'Union suisse des paysans est déçue du budget 2011 et du plan financier adoptés le 24 juin par le Conseil fédéral. Les montants budgétés reprennent en grande partie les propositions du programme de consolidation de la Confédération en ne tenant que très partiellement compte des demandes formulées dans le cadre de la procédure de consultation.

Le budget de l'économie agroalimentaire pour l'année 2011 est de 3621 millions de francs. Il est en baisse de 2,2 % par rapport au budget 2010. L'agriculture est le seul poste budgétaire à subir une diminution. Maigre consolation, le Conseil fédéral a toutefois décidé de reporter à 2012 la mise en œuvre des mesures liées au réexamen des tâches.

L'agriculture constate que seuls deux points ont été retenus parmi les propositions formulées lors de la consultation : La contribution à la sélection n'est réduite que de 4 millions au lieu des 8 et 12 prévus respectivement pour 2012 et 2013. Par ailleurs, le Conseil fédéral renonce aux importantes coupes budgétaires prévues dans le domaine de la promotion des ventes, de l'ordre de 11 à 16 millions de francs par an. Toutefois, ces concessions sont compensées par un accroissement des mesures d'économie dans le domaine des paiements directs. Toutes les autres mesures d'économie sont maintenues telles qu'elles figuraient dans le projet d'origine, p. ex. la privatisation du haras national d'Avenches. Au vu d'un pareil résultat, on peut se poser des questions sur l'utilité de la consultation.

Le secteur agricole, qui aborde en ce moment différentes réformes, comme le développement des paiements directs, l'élaboration d'une stratégie de la qualité et l'ouverture des frontières liée à la signature de différents accords, ne comprend pas ces décisions qui vont accroître les pertes de revenus et les craintes sur l'avenir.

Mais le dernier mot reviendra au Parlement fédéral qui doit traiter du budget et du plan financier au cours de la session. Plusieurs partis politiques ont fait état de leur volonté de soutenir les familles paysannes de ce pays. L'occasion leur est maintenant donnée de montrer qu'ils sont prêts à passer de la parole aux actes ! L'USP et ses organisations membres ne relâcheront pas la pression.

Renseignements :

*Francis Egger, responsable économie et politique, tél. 031 385 36 48
www.sbv-usp.ch*